

***l'Anti*capitaliste**

n°737 | 16 janvier 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

**NI CONCLAVE
NI NÉGOCIATION**



**RETRAIT DE LA RÉFORME
DES RETRAITES**

TAXONS ^{DES} RICHES

ZOOM

Trump, l'Europe et la vertu outragée: malaise dans le suprémacisme impérial

Page 2

INTERNATIONAL

Palestine. Flammes du climat, flammes sur Gaza

Page 4

ARGUMENTS

Impérialisme et ravages écologiques

Page 5

CHAMP LIBRE

Brésil: entretien avec Israel Dutra (MES et PSOL)

Page 8

Édito

Bayrou, la censure devra se faire dans la rue, par la grève

Par **FABIENNE DOLET**

Le nouveau Premier ministre, dans son discours de politique générale, s'est inscrit dans une histoire longue, française et européenne, en prenant, entre autres, pour modèle Jean Monnet, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Delors. Il a pris les accents de la bourgeoisie éternelle : celle qui comprend les fractures et les injustices, mais n'entend pas changer le système, juste tenter de le faire mieux tourner. Ainsi veut-il rouvrir les cahiers de doléances des Gilets jaunes dont les revendications sont pourtant bien connues !

La promesse de Bayrou : réaffirmer une stature dans un monde fracturé, plein d'ennemis, dont il s'est servi pour encourager l'unité de la nation et du peuple français, et notamment pour affronter la dette, premier sujet abordé, au cœur de sa politique.

Mais, la « promesse française », nous le savions, ne saurait nous satisfaire. Bayrou, sur bien des sujets, reprend la politique de Barnier. En matière d'immigration, par exemple. Mais aussi d'écologie.

Et, c'est évidemment, sur la réforme des retraites de 2023, adoptée grâce à l'article de 49.3 désormais associée au nom d'Élisabeth Borne (dont Bayrou a, par trois fois, au moins chanté les louanges) que le Premier ministre ne tient pas sa promesse. Il n'annonce ni suspension ni abrogation de la réforme honnie. Au contraire, il fait diversion en proposant la tenue d'un conclave pour discuter des retraites tout en faisant de notre système par répartition, issu des conquêtes sociales du mouvement ouvrier et mis en place après-guerre, le cœur de la dette de la France. La promesse de nouvelles attaques...

Pas un mot sur les cadeaux aux entreprises, pas un mot sur une fiscalité plus juste. Les vieilles recettes qui ne marchent pas, voilà la promesse de Bayrou ! À laquelle répondra peut-être la censure, le jeudi 16 janvier. Faute de majorité pour cette censure, le gouvernement appliquera donc ce qu'il a dessiné en matière d'éducation, de santé, de réforme de l'État... et de retraites. La censure devra, alors, passer de l'Assemblée nationale à la rue et aux entreprises. Par la mobilisation de toutes et tous les travailleurEs, pour empêcher la poursuite du pillage des richesses que nous créons !

Bien dit

Dire qu'on n'arrête pas la réforme mais qu'on va en rediscuter, c'est un peu comme si on disait « montons dans ce TGV Paris-Marseille, on aura tout le trajet pour rediscuter de la destination ».

MICHAËL ZEMMOUR, 14 janvier 2025, sur Bluesky.

USA Trump, l'Europe et la vertu outragée : malaise dans le suprémacisme impérial

Trump annonce la couleur avec des déclarations de politique extérieure fracassantes : annexion du canal de Panama, colonisation pure et simple du Groenland et, pour le Canada, publication sur son réseau social d'une carte de l'Amérique du Nord intégralement recouverte de la bannière étoilée.

Comme inspiré par Netanyahu brandissant la carte d'un seul grand Israël devant l'assemblée générale de l'ONU, voici donc Trump, saison 2.

De vrais projets ?

Stratégie de l'imprévisibilité et de la menace généralisée ? Symptômes de sénescence d'un vieillard autoritaire se rêvant en maître d'empire ? On peut toujours spéculer sur les ressorts de telles provocations. Quelles que soient ses intentions ultimes en la matière, ce coup d'éclat fait entendre nombre de motifs familiers. En premier, l'agressivité viriliste, désormais marqueur privilégié de l'identité politique de la nouvelle extrême droite planétaire, de Trump à Duterte en passant par le bolsnarisme. Un autre motif est l'antiféminisme, celui déclaré de l'ex-président sud-coréen (Yoon Suk Yol, maintenant déchu) en passant par celui du mouvement Vox en Espagne et la version française de « l'anti-wokisme ». De ce point de vue, ces sorties sont pleinement en cohérence avec les signaux adressés par Musk en direction des dirigeants de l'extrême droite européenne.

On y reconnaît aussi un signe de la très nette tendance à la concentration du pouvoir pré-

sidentiel américain, en cours depuis une quarantaine d'années. La posture de Trump n'en est à présent que la manifestation la plus caricaturale.

Retour à la tradition

Un registre un peu plus ancien encore : l'argument de la « sécurité nationale », dont ne dépendraient rien moins que le bon ordre et la liberté du monde, fait écho mot pour mot à celui des dirigeants américains à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Soucieux de

pérenniser le déploiement d'ampleur inédite de bases militaires à travers le monde, ceux-là faisaient déjà de la « sécurité » la clé de toutes leurs justifications : au nom de la « sécurité », le Pacifique, débarrassé de la puissance japonaise défaite, avait vocation à devenir « notre lac » ; certains, et pas des moindres, se « foutaient de l'appellation choisie, dès lors que nous avons un contrôle absolu, incontesté de nos besoins en bases militaires ».

Les indignés

Le « meilleur » de toute cette affaire est ailleurs. On le doit avant tout au spectacle offert par des « partenaires européens » en plein émoi, en pleine « incompréhension » face au mépris affiché par l'allié, l'ami, le protecteur, emblème universel de

À la Une

« nos valeurs occidentales ». On apprend que la France et l'Allemagne officielles se sont montrées « catégoriques » : « Les frontières ne doivent pas être déplacées par la force ». Pour Scholz (chancelier allemand), au côté du président du Conseil européen (A. Costa) : « Le principe de l'inviolabilité des frontières s'applique à tous les pays, qu'ils soient à l'est ou à l'ouest ». « Ce principe ne peut et ne doit pas être ébranlé. » « Les États-Unis doivent appliquer les principes des Nations unies, tout le monde s'y tient et cela restera certainement ainsi. », selon un porte-parole du gouvernement allemand. Enfin, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, déclare que l'UE ne tolérerait pas une intervention militaire américaine : « Il n'est pas question que l'Union européenne laisse d'autres nations du monde, quelles qu'elles soient [...], s'en prendre à ses frontières souveraines ». De son côté, Sophie Primas, porte-parole du gouvernement, a dénoncé « une forme d'impérialisme », carrément. Sens des valeurs, grands principes, ardente indignation : on tremble à la Maison Blanche, c'est sûr.

Sinistres menteurs

Il nous vient une petite question, en même temps qu'une nausée : s'agit-il bien là des mêmes dirigeants qui ont applaudi et activement contribué à plus d'une année de génocide israélien en Palestine, massivement armé par les États-Unis de Biden-Harris, et ont laissé piétiner le droit international ? qui ont réprimé féroce toutes les solidarités en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne ? Et dénié tout principe de souveraineté au Liban abandonné à la folie meurtrière sioniste ? Et qui laissent filer la guerre à travers le Moyen-Orient, comme si plus de trente années de carnages et d'échec abyssal ne suffisaient pas ? Les mêmes se livrent à présent aux grimaces sordides de la vertu outragée sur fond du racisme colonial qu'ils gardent en partage. L'hypocrisie ne tue pas, et c'est bien là leur chance.

Thierry Labica



À lire sur le site



Palestine : « Nous mourrons debout. Nous ne nous mettrons pas à genoux »,
par Marie Schwab



À MAYOTTE, LES PLUS PAUVRES CONTINUENT DE FAIRE FACE...

Après Chido, c'est la tempête tropicale Dikeledi, qui a fait trois morts à Madagascar, a touché Mayotte, entraînant des inondations dans des secteurs déjà détruits. Pour le gouvernement le problème de Mayotte continue d'être « l'immigration » des voisins comoriens, et non la présence d'un État colonial, l'État français et sa politique raciste. © DR

EXTRÊME DROITE Sans Le Pen père, le RN toujours un danger mortel

La mort du président du Front national pour l'unité française est un non-événement politique. Jean-Marie Le Pen était politiquement mort depuis plus d'une quinzaine d'années.

Pour un parti cherchant à se départir des frasques de son ancien président, l'exercice de l'hommage à l'occasion de sa mort pouvait sembler délicat. Pourtant, l'héritage a été depuis longtemps assumé et le changement de nom en Rassemblement national (RN) en 2018 n'est pas une rupture. En 2022, ce sont d'ailleurs 50 ans d'organisation qui sont célébrés.

Histoire officielle

Plus que le rapport à Jean-Marie Le Pen (JMLP), c'est la place des co-fondateurs qu'il serait plus difficile d'assumer. Ainsi, se focaliser sur JMLP permet aux dirigeants actuels du RN de mettre de côté la fine fleur des fachos de l'après-guerre. Les cadres et militants du RN connaissent-ils d'ailleurs l'histoire de leur parti ? Seul semble compter le récit qui fait passer le FN de « lanceur d'alerte » à un RN « prêt à exercer le pouvoir » : une période d'émergence jusqu'en 2011, réduite à la figure du tribun Jean-Marie, puis une phase de « conquête du pouvoir », autour de la candidate, Marine.

Zemmour ou l'héritage du Le Pen des années 1980

Éric Zemmour en 2021-2022 a aidé à trouver le créneau pour assumer le FN à papa. Jordan Bardella voit alors l'ancien chroniqueur télé comme un « Jean-Marie Le Pen des années 1980 », qui parle

brutalement, le plus fort possible. « On a fait ça pendant 30 ans », redit-il en 2022. C'est ainsi le « visionnaire » qui est célébré en JMLP. Pour constituer un front, il fallait un tribun en 1972 afin d'accorder « différentes chapelles souvent turbulentes, parfois irréalistes » (selon Philippe Olivier sur *Bvoltaire* en 2021). Le rassemblement actuel provient de cet alliage, après plusieurs épurations. Les anciennes traditions des extrêmes droites ne sont plus censées avoir cours, et la « rupture avec l'héritage sulfureux du Front national » se limite à une « condamnation salutaire des déclarations de son fondateur » (Bardella). Ainsi, au regard des fondamentaux du FN-RN, toujours axés sur la préférence nationale, cette « condamnation salutaire » est un point de détail. D'autant que celui qui est souvent

présenté comme l'exemple de l'évolution du FN, Louis Aliot, est aussi celui qui s'était opposé à l'exclusion de JMLP et réclame aujourd'hui un hommage du parti pour son fondateur.

Un projet toujours raciste

Le discours de 2002 appelant « les petits, les sans-grades, les exclus (...) à se rallier à cette chance historique de redressement national » s'est maintenu avec Marine Le Pen. Se concilier les bonnes grâces du patronat n'est pas contradictoire dans ce projet nationaliste et raciste, malgré le risque d'une « mue nationale-libérale » qui normaliserait le « mouvement patriote et populiste en un parti de droite comme les autres »¹. Le nouveau cycle électoral engagé par le RN, exercice d'équilibriste, cherche à « rallier une fraction des élites »

(selon les termes du conseiller Jérôme de Sainte-Marie). Il s'agit de défendre « la France des producteurs », une partie des secteurs salariés et entrepreneurs, tous unis contre les supposés non-producteurs (les immigrés et les plus précaires), comme contre Macron et son monde. Les républicains comme il faut, qui adoptent la grille de lecture de la fachosphère, sont autant de balanciers qui soutiennent cette stratégie. Le RN a bien réussi à se constituer en courant autonome et imposer ses concepts politiques. L'héritage de JMLP n'est plus encombrant, et sa mort tourne une page bien plus qu'elle ne l'arrache.

Commission nationale antifasciste

1 - Selon la revue *Éléments* du GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne).



CHARMAG

AUTRICHE Un gouvernement d'extrême droite en vue

Le chancelier conservateur Karl Nehammer, qui s'était engagé lors des élections législatives autrichiennes du 29 septembre à ne pas être le marchepied de Kickl pour la chancellerie, vient de démissionner de ses postes de chancelier et de chef de parti le 4 janvier en lui laissant la voie libre.

En septembre, le Parti autrichien de la liberté (FPÖ), d'extrême droite, dirigé par Herbert Kickl, devenait le premier parti avec 28,85 %, juste devant le Parti populaire autrichien (ÖVP), conservateur de droite, avec 26,27 %. Les sociaux-démocrates, 21,1 %, avaient exclu d'emblée toute coalition avec le FPÖ à un niveau national. Les conservateurs ont pu choisir s'ils préféraient gouverner avec Kickl ou avec les sociaux-démocrates. Les négociations avec les sociaux-démocrates et les libéraux de « Neos » en vue d'une coalition gouvernementale ont été interrompues par « Neos » et les conservateurs. Les deux n'étaient pas du tout disposés à négocier ne serait-ce qu'une participation des riches et des super-riches à l'assainissement nécessaire du budget (réintroduction d'un impôt sur les successions ou sur la fortune), tant la pression exercée par le capital était forte. Les sociaux-démocrates avaient également proposé des alternatives telles qu'une taxe sur les banques — tout a été balayé d'un revers de main. Depuis, les conservateurs se sont déclarés prêts à former un gouvernement avec l'extrême droite. Kickl a fait du lobbying avec succès en promettant de mettre en œuvre

le programme économique des conservateurs s'il pouvait en échange occuper la chancellerie et des ministères importants.

Une politique contre la classe ouvrière

Le FPÖ et l'ÖVP savent que la mise en œuvre du programme économique de l'ÖVP entraînera un changement d'humeur de la population.

Il est prévu de détruire, ou du moins d'affaiblir considérablement, le système de santé ; de s'attaquer aux travailleurEs du secteur public (gel des salaires des enseignantEs et des infirmières...) et aux retraitéEs (gel des pensions et relèvement de l'âge légal de départ à la retraite) ; de mettre en place une « réforme du marché du travail », c'est-à-dire de réduire les prestations et de durcir les conditions d'emploi ; d'augmenter les impôts de masse.

En raison des procédures en cours contre des représentants de premier plan de l'ÖVP et du FPÖ, les deux partis voient d'un bon œil l'affaiblissement des contrôles démocratiques et de l'État de droit. Ils prévoient aussi de s'attaquer à l'indépendance de la télévision et de la radio publiques et d'exercer une influence massive sur la presse papier.

L'affaiblissement de la « chambre des travailleurs » (Arbeitskammer ou AK, dont l'origine remonte à la révolution de 1918-1919), voire sa destruction par la réduction ou la suppression des cotisations à cette chambre, est un autre point de départ. Il en va de même pour l'indépendance de la justice (suspension des procédures, empêchement des enquêtes et de l'ouverture de nouvelles procédures), de la Cour des comptes, de l'Institut de statistique publique d'Autriche ou encore de l'administration publique.

Racisme et réaction au cœur du programme

En renforçant encore les mesures xénophobes et anti-minorités, le mécontentement doit être détourné vers des boucs émissaires présumés (réfugiéEs, migrantEs, chômeurEs, bénéficiaires de l'aide sociale, LGBTIQ+ ou encore artistes critiques envers la société). En outre, le FPÖ et l'ÖVP soutiennent tout ce qui alimente la crise climatique et prônent l'abandon des objectifs climatiques. De larges alliances pour la défense des droits démocratiques et sociaux et contre l'« orbanisation » sont désormais une nécessité. Leur succès dépendra de l'engagement total de la social-démocratie et des syndicats (les organisations à gauche de la social-démocratie ne jouent qu'un rôle très limité en Autriche). C'est un très grand défi compte tenu des décennies paralysantes du partenariat social, durant lesquelles les temps de grève moyens se mesuraient en minutes, voire en secondes par personne et par an ! Parallèlement, nous devons développer un programme de gauche offensif et démystifier non seulement le populisme de droite du FPÖ, mais aussi l'idéologie néolibérale des « Neos ».

Correspondant

No comment

Aujourd'hui, la sanction serait immédiate. L'irresponsabilité de céder aux propositions de la gauche aurait des conséquences budgétaires immédiates sur le montant des taux d'intérêt qui financent notre dette.

ÉRIC CIOTTI, le 14 janvier, nous refait le coup du chaos... sur LCP.

Agenda

Vendredi 17 janvier, 1975-2025. 50 ans de la loi sur l'avortement, Paris. À 20h, auditorium de la MGEN, 3, square Max-Hymans 75015 Paris.

17/18 janvier, Week-end de soutien aux ex-salariéEs de GM&S, La Souterraine (23).

Vendredi à 20h30 : ciné-débat autour du documentaire de Bernie Bonvoisin *Bêtes à bénéfices* au cinéma l'Eden. Samedi à partir de 15h au Centre culturel Yves-Furet, après-midi tables rondes/expos/concerts suivie à 20h des concerts de Gauvain Sers et Didier Wampas & Psycho Attack (entrée libre l'après-midi, 20 € à partir de 20h).

Samedi 18 janvier, fête du NPA, débats et meeting avec Christine Poupin, Louviers (27). À partir de 14h, salle des Colonnes à Louviers (cour de la mairie). 14h15 : débat *Aux origines de la crise écologique*. Comment en sortir ? 16h30 : débat *Comprendre les conflits en Kanaky, en Palestine, en Martinique*. 18h15 : meeting avec Christine Poupin, porte-parole nationale du NPA. 19h : apéro

Samedi 25 janvier, Résister face à l'extrême droite. Perspectives féministes, Montreuil (93). De 13h à 22h, à la Parole Errante, 9 rue François Debergue. Métro : Croix de Chavaux.

Projections du film documentaire Rouge, la couleur qui annonce le journal :

Jeudi 16 janvier, en présence d'Olivier Besancenot, Orléans. À 19h30 au cinéma Les Cames, 7, rue des Cames à Orléans.

Lundi 20 janvier, en présence d'Edwy Plenel, Lyon. À 19h au cinéma Duchère, 308, avenue Andreï Sakharov, Bus C6, C14, 21, 66 et 89, arrêts Duchère Piscine ou Duchère Balmont.

Vendredi 31 janvier, en présence d'Olivier Besancenot, Carmaux (81). À 19h au Ciné Clap, 3, avenue Jean-Jaurès.

Jeudi 20 février, Bressols (82). À 19h au cinéma La Muse, Route de Lavaur à Bressols.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

DIPLOMATIE

En Afrique, Macron fait du Macron

C'est un mélange de déni de la réalité, d'autosuffisance et de duperie qui a caractérisé le discours de Macron sur la politique africaine de la France lors de sa rencontre avec le corps diplomatique, le 6 janvier.

« **P**uisque ces événements me dépassent feignons d'en être l'organisateur ». Cette devise légèrement remaniée de Cocteau, Macron l'a fait sienne lors de son discours à la conférence annuelle des ambassadrices et ambassadeurs de France. Un discours par ailleurs aux accents fort peu diplomatiques vis-à-vis de l'Afrique sahélienne.

Dire merci

En abordant le continent lors de sa présentation, Macron a persisté à défendre le bien-fondé de l'opération Barkhane. Une intervention présentée comme une nécessité dans la lutte contre le terrorisme en dépit d'un résultat pour le moins peu flatteur au vu de la situation largement dégradée lors de la fin de cette mission. Puis, revanchard, il soutient que sans l'appui militaire de la France, les gouvernements des États du Sahel ne seraient pas là et, continuant dans cette même veine, il fustige l'ingratitude des dirigeants africains qui ont oublié de dire « merci ». Il faut dire que la France est en droit de donner des leçons sur les remerciements. Elle qui a remercié fort singulièrement en massacrant à Thiaroye les tirailleurs sénégalais qui avaient participé à la libération de la France contre le nazisme.

Falsification

Mais au-delà du mépris vis-à-vis des peuples des pays dominés et des pauvres en France qui reste la marque de fabrique de Macron, ce dernier n'a pas hésité à asséner des contre-vérités en prétendant que c'était le choix de Paris de quitter militairement les pays sahéliens pour ne pas, dit-il, être des supplétifs des putschistes. Rien n'est plus faux. Il suffit de se rappeler la décision des autorités françaises de rester au Niger malgré l'opposition des autorités de ce pays. Ce bras de fer entre Paris et Niamey avait aussi déclenché des mobilisations populaires bloquant les entrées et sorties des emprises militaires françaises du Niger. Macron avait dû reculer et organiser l'exfiltration des soldats français. Mensonge tout aussi éhonté lorsqu'il prétend que le départ des troupes françaises est le fruit d'une négociation et que par courtoisie il a laissé la primeur de l'annonce aux gouvernements africains. Tchadiens et Sénégalais ont réfuté cette fable, insistant dans leur communiqué qu'il s'agissait bien d'une décision souveraine de leur pays.

Affaiblissement

Au-delà de l'arrogance du personnage, cette situation met à mal une option que la hiérarchie militaire française pourrait utiliser. Celle d'une négociation pour maintenir une présence sur la base de la ville sénégalaise de Rufisque qui revêt une grande importance pour la dissuasion nucléaire française. En effet, cette implantation permet notamment les communications avec les sous-marins nucléaires de la marine nationale. On peut dire que les déclarations intempestives de Macron ne font que renforcer la marginalisation de l'impérialisme français en Afrique. Certains le déplorent, nous on s'en réjouit.

Paul Martial

À lire sur le site



Allemagne: Alstom, réduction de personnel, fermetures, délocalisations..., par Heinrich Neuhaus

USA Los Angeles brûle et le réchauffement climatique en est responsable

Un incendie catastrophique balaie Los Angeles, détruisant des quartiers entiers. Le réchauffement climatique avec des conditions météorologiques extrêmes, en l'occurrence des vents extrêmement violents, en est la principale cause.

Depuis le début de l'incendie le 8 janvier, le feu a parcouru plus de 15 000 hectares, détruit plus de 12 400 maisons, entreprises et écoles. 24 personnes ont été tuées et 13 sont portées disparues, tandis que 153 000 personnes ont été forcées d'évacuer. Certains quartiers ont l'air d'avoir été bombardés. La ville a déclaré l'urgence sanitaire en raison de la fumée dense et dangereuse.

Le vent, la sécheresse et les dénis de Trump

Les incendies de forêt sont fréquents dans le sud de la Californie, détruisant parfois quelques maisons, mais il s'agit du pire événement de ce type à Los Angeles et dans l'histoire des États-Unis, et il est en grande partie dû aux vents chauds de Santa Ana qui se produisent chaque année à cette saison, avec des rafales pouvant atteindre 80 km/h, ce qui assèche le chaparral (étendues couvertes de buissons et broussailles) et crée des conditions idéales pour les incendies. Cette fois, les vents ont soufflé à 160 km/h rendant impossible l'utilisation des avions qui larguent de l'eau et des produits d'extinction. La Californie a souffert de la sécheresse durant des décennies jusqu'en 2023. Los Angeles a reçu plus de pluie que d'habitude au cours des deux dernières années, mais le chaparral s'était déve-



loppé et un été et un automne chauds l'ont transformé en bois d'allumage. Cinq incendies se sont allumés dans différentes parties de la région : en plus de ceux de Lidia, Hurst et Kenneth, les plus importants sont ceux de Palisades et d'Eaton. Los Angeles dispose de dizaines d'engins de lutte contre les incendies et de 9 000 pompiers engagés, qui sont les plus expérimentés du pays en matière d'incendies de forêt, mais ils ne suffisent pas. D'autres pompiers sont venus apporter leur aide depuis le nord de la Californie, le Mexique et le Canada. Sans surprise, le président élu Donald Trump a rendu le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsome, responsable des incendies, en le qualifiant de « *Newscom* » (scum signifie

« rebut »). Trump a prétendu à tort que G. Newsome n'avait pas signé une « déclaration de reconstitution de l'eau » qui aurait permis d'acheminer davantage d'eau depuis le nord de la Californie, alors qu'il n'existe aucun document ou plan de ce type. Trump n'a pas répondu aux appels ou aux lettres de Newsome et, au cours de son premier mandat présidentiel, il avait coupé l'aide à l'État contre les catastrophes.

Urbanisation aléatoire

Si le réchauffement climatique, à l'origine des vents violents, est la cause fondamentale de l'incendie, d'autres facteurs entrent en ligne de compte. En 2008, la Californie a adopté un nouveau code de la construction visant à réduire les incendies, mais la plupart des bâtiments

de Los Angeles ont été construits avant et n'ont pas été mis aux normes. Pendant une centaine d'années, Los Angeles a été une ville en plein essor et chaque essor a conduit la ville à s'étendre à tort et à travers. La ville n'a commencé à planifier son développement que dans les années 1940, mais tout au long du 20^e siècle, la planification et la réglementation ont été faibles. Plus récemment, trop de quartiers ont été créés dans les zones où les incendies sont les plus fréquents et les plus dangereux, les braises sautant du chaparral aux arbres et aux maisons.

Los Angeles connaissait déjà une pénurie de logements et des loyers élevés, avec 100 000 sans-abris dans le comté. Ces incendies ne feront qu'aggraver la situation. Les gens voudront reconstruire, risquant ainsi de subir des catastrophes similaires à l'avenir. Si la Californie est aux États-Unis la mieux placée pour réglementer l'utilisation des combustibles fossiles et assurer la transition vers d'autres sources d'énergie, les États-Unis n'ont pas été en mesure de réduire suffisamment l'utilisation des combustibles fossiles. Le réchauffement climatique se poursuit et nous connaissons des phénomènes météorologiques extrêmes. Le pays doit mettre fin à l'utilisation des combustibles carbonés, et nous avons besoin d'un mouvement qui puisse forcer les entreprises et les dirigeants politiques à le faire.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

PALESTINE Flammes du climat, flammes sur Gaza

Depuis le 8 janvier, les images de destruction abominable et de maisons détruites ont tourné en boucle sur les écrans des médias de tous bords.

annonçait que le nombre de morts à Gaza était largement sous-évalué. *The Lancet* estime cette erreur à 40 %. Il y aurait donc près de 80 000 personnes tuées, soit 4 % de la population totale de l'enclave.

Le coût écologique de la guerre

Les incendies de Los Angeles sont évidemment dus au réchauffement climatique dont les États-Unis sont largement responsables, puisqu'ils sont les plus grands producteurs de gaz à effet de serre. La guerre aussi produit du gaz à effet de serre. Dans les 60 jours qui ont suivi le 7 octobre 2023, l'agression israélienne a émis plus de gaz à effet de serre qu'une vingtaine de pays qui sont les plus vulnérables au réchauffement climatique en toute une année. Pour le seul mois d'octobre 2023, Israël a largué plus de 25 000 tonnes de bombes qui ont dégagé autant de CO₂ que 150 000 tonnes de charbon. La totalité des vols aériens américains pour alimenter en armes et en équipement Israël représente 130 000 tonnes de CO₂, soit la consommation annuelle d'un pays comme Granada dans les Caraïbes. La destruction engendre les gravats, dont le déblayage pourrait prendre 15 ans. Il faudrait

40 milliards de dollars pour tout reconstruire à Gaza. Pour retrouver le produit intérieur brut antérieur à octobre 2023 (qui était par habitantE déjà 10 fois plus faible que celui d'Israël), il faudra 70 ans. Et ceci, s'il y a un arrêt du massacre. Or rien n'est moins sûr !

Appel à cesser le feu

La direction du Hamas a, comme plusieurs fois auparavant, accepté de signer sans modifier les protocoles d'accord pour un cessez-le-feu et l'échange de prisonniers. Mais, comme plusieurs fois auparavant, Netanyahu a précisé que libérer les otages n'était pas sa priorité. Donc même si les espoirs sont élevés pour l'instant (d'après l'administration américaine), c'est toujours l'horreur qui prédomine. Il n'y a pas que des riches qui ont tout perdu à Los Angeles. Altadena est un quartier historique noir et populaire qui a complètement disparu sous les flammes. Il a reçu lui aussi une moins bonne couverture médiatique. Les flammes brûlent sans distinction. À Los Angeles ou à Gaza, nous en connaissons les auteurs et les responsables. Nous nous en souviendrons. Il est plus que temps de faire cesser le feu.

Édouard Soulier



IMPÉRIALISME ET RAVAGES ÉCOLOGIQUES

Donald Trump vient de s'illustrer dans la course aux ressources souterraines qui l'oppose à la Russie et à la Chine, en convoitant le Groenland. L'occasion de rappeler comment extractivisme, colonialisme et compensation s'articulent dans le capitalisme. Par la Commission nationale écologie.

Colonisation et destructions des écosystèmes aux fondements du capitalisme

Le capitalisme n'a pu s'imposer que grâce à un processus de plusieurs siècles incluant exploitation du travail humain, appropriation-destruction des terres et des écosystèmes, colonialisme et génocide des peuples autochtones.

La destruction des communs — champs ouverts et pâturages communs, forêts... —, débutée en Angleterre, s'étendra au reste de l'Europe et du monde avec un triple effet : l'apparition d'une masse de pauvres condamnés à vendre leur force de travail, l'amorce de la transformation des ressources naturelles en marchandises et... une accumulation d'argent entre les mains de la classe dominante.

Nouveaux gisements de rentabilité

Dès les origines, le capital se heurte aux limites, à l'épuisement des ressources et à la nécessité de trouver de nouveaux gisements de rentabilité. C'est le début de l'extractivisme génocidaire pour les métaux précieux, d'abord l'or aux Antilles, cause de l'anéantissement du peuple Taïno, et dans tout le continent sud-américain. « Ils convoitent l'or comme des porcs affamés »¹. Puis l'argent, au prix du servage — la mita — et



de la mort de millions d'êtres humains, de l'accaparement de l'eau, de la pollution au mercure. L'argent qui fut l'un des plus puissants moteurs de la première mondialisation.

La canne à sucre fut la première monoculture tropicale destinée à l'exportation vers l'Europe. Le modèle de la plantation désigné par Malcolm Ferdinand comme « l'habiter colonial » est fondé sur

trois actes principaux : la prise de la terre ; le défrichage-abattage des arbres, la destruction des sols, la perte de biodiversité, la pollution ; le génocide de peuples amérindiens, les violences faites aux femmes amérindiennes et noires, la traite et l'esclavisation de millions de Noirs.

Exploitation coloniale

La révolution industrielle n'aurait pas été possible sans l'accumulation de capital due à l'exploitation coloniale de la force de travail et des autres ressources naturelles.

La vapeur et le charbon, auxquels le capitalisme du 19^e siècle lie son sort, impliquent un nouveau saut dans les destructions écologiques (pollution des eaux, des sols et de l'air dans les régions minières et les villes d'Europe, dégradation des terres due à la rupture du cycle des nutriments), du fait de l'urbanisation et de l'extension des monocultures d'exportation dans les pays coloniaux — hévéa, coton, café, thé... — au détriment des populations locales, de leurs économies, de leurs cultures vivrières... et de leurs forêts.

1 — Récit Nahuatl sur les cohortes sanglantes de Cortès, cité par Eduardo Galeano — Les veines ouvertes de l'Amérique latine.

L'extractivisme aujourd'hui

L'extractivisme doit être compris comme un phénomène global de prédation (dont les proies sont à la fois des humains et des non-humains) pour prendre en compte le contexte de dissymétrie Nord/Sud et la dimension écologique de cette oppression.

Activités pétrolières, minières, forestières, agricoles

Les pratiques extractives concernent les minéraux (cuivre, lithium...), les hydrocarbures, l'eau, le sable et le bois, et les matières premières issues de l'agriculture (aliments du bétail ou biocarburants), les produits de la sylviculture et de la pêche. On inclut dans cette catégorie les projets d'infrastructures de grande envergure — ports, réseaux ferroviaires ou routiers, servant à faciliter l'accès aux projets extractifs et le transport des ressources naturelles. De nombreuses ressources « renouvelables », comme la forêt ou les réserves halieutiques, disparaissent parce que le niveau d'extraction dépasse largement leur taux de renouvellement naturel.

Ces activités pétrolières, minières, forestières, agricoles occasionnent une dégradation grave et irréversible du milieu naturel par l'utilisation de produits chimiques toxiques (cyanure, acide sulfurique, etc.) et agrototoxiques (pesticides et autres produits phytosanitaires). Les mines consomment beaucoup d'eau, elles produisent de grandes quantités de déchets toxiques. Les conséquences environnementales de l'extractivisme agricole ne sont pas moins graves : déforestation (au Brésil pour le soja, en Indonésie pour les biocarburants) et détournement de la vocation vivrière des sols. Elles engendrent dans les pays du Sud principalement de graves violences sociales jusqu'à la guerre, des atteintes aux droits collectifs et humains, une aggravation de la délinquance et de la violence, de la prostitution et du patriarcat.

La fiction de la transition énergétique

L'extractivisme — sous ses différentes formes — trouve dans la transition énergétique un récit qui lui convient et qui le légitime. Elle devient le paravent qui masque la poursuite de la croissance capitaliste à tout prix.

La transition énergétique devient le paravent qui masque la poursuite de la croissance capitaliste à tout prix

Pour fabriquer des batteries électriques, des éoliennes, du photovoltaïque — nécessaires à la « transition énergétique » — il faut du lithium, du cobalt, du cuivre, etc. L'industrie minière est ravie, la voilà propulsée en avant-garde de l'écologie. Les politiques extractivistes sont au cœur des luttes environnementales, internationalistes, antiracistes et décoloniales, lieu naturel de composition des luttes (peuples autochtones, colonisés ou esclavisés, peuples sacrifiés au Nord et au sud). Ces luttes remettent en cause les logiques coloniales et néocoloniales de toutes les formes de prédation impérialiste.

La multiplication des projets extractivistes marque l'urgence d'une mobilisation internationale.

Compensation : fausse solution, vrai colonialisme

La compensation écologique, qui existe depuis 1976 (!), fait croire qu'une dégradation infligée à la biosphère en un instant et un lieu donnés peut être contrebalancée par une action locale et simultanée ou délocalisée dans le temps et l'espace. Loin de réparer un dégât, la compensation sert aux entreprises à poursuivre sur la voie du productivisme, cause de l'accélération de la crise écologique.

Fausse solution

Les scientifiques ont mis au jour le tissu de relations, d'interdépendances, de conflictualités, de solidarités qui existe entre tous les êtres vivants (la biosphère) et la matière inerte telle que les glaciers, les nappes phréatiques, les roches... depuis des

milliards d'années. Iels mettent en doute l'idée de compenser ce qui est endommagé voire détruit, qui revient à nier l'état dégradé et instable de la biosphère. Ainsi, alors qu'on sait que le transport aérien doit être fortement réduit, Anne Rigail, directrice générale d'Air France, a annoncé en 2020 que les 450 vols intérieurs quotidiens seraient « compensés » par la plantation d'arbres, tarte à la crème de la compensation.

Vrai néocolonialisme

Les entreprises capitalistes « compensent » en Afrique, avec des plantations massives d'arbres à croissance rapide, tels les eucalyptus qui permettent à l'industrie forestière de prospérer. Ainsi, la savane, vue comme

un territoire déforesté alors que depuis des millions d'années elle abrite une faune particulière, des populations (élevage, agriculture), est touchée.

Renoncement

Les États capitalistes ont renoncé à amorcer tout changement alors qu'ils savent que la biosphère va continuer à être dégradée. Ils légifèrent et font croire que la compensation, avec son aspect « pollueur-payeur », permet de réparer les dégâts et de financer la transition énergétique. En fait, la « compensation » montre la collusion des États avec le monde des affaires. Pire, elle laisse aux capitalistes dirigeants la décision des politiques de transition, excluant les citoyens des choix de société.



Mines à Essakan, Burkina Faso. DR

FÉMINISME 50 ans de la loi Veil: l'avortement, un droit jamais acquis

Le 17 janvier 1975, la loi Veil est promulguée: les interruptions volontaires de grossesse (IVG) peuvent dès lors être pratiquées légalement et dans un cadre sécurisé. Le droit à la contraception et à l'avortement est une victoire arrachée par les luttes du mouvement féministe des années 1970, en France comme dans beaucoup d'autres pays.

Les mobilisations massives ont permis la conquête d'un droit vital pour la liberté des femmes, celui de maîtriser elles-mêmes leur fécondité et donc de pouvoir prendre en main leur destin, de ce qui leur a été dénié au cours des siècles par tous les pouvoirs établis, y compris en France.

L'extrême droite contre les droits des femmes

L'interdiction de l'avortement tue. Avant la loi Veil en France, en moyenne, une femme mourait chaque jour des conséquences d'un avortement clandestin. Aux États-Unis, où la Cour suprême américaine a décrété le 24 juin 2022 que l'accès à l'avortement n'était plus un droit constitutionnel, il a été interdit dans une dizaine d'États, avec des conséquences dramatiques, voire mortelles, sur la vie et la santé des femmes. L'extrême droite, partout où elle arrive au pouvoir, limite concrètement le droit des femmes et des minorités de genre à disposer de leur corps. En Italie, par exemple, elle a autorisé les groupes anti-avortement à entrer dans les cliniques. En Hongrie, elle a voté l'obligation d'écouter les battements de cœur du fœtus avant l'avortement...

Un droit encore fragile en France

En France, en 2024, la macronie a tenté une opération séduction en intégrant dans la Constitution et avec de très sérieuses limites la « liberté garantie à la femme de recourir à l'interruption volontaire de grossesse ». Dans la réalité, cette intégration n'est pas une garantie suffisante, car c'est au législateur d'établir dans quelles conditions cette « liberté » peut s'accomplir. Concrètement, un gouvernement ou un parlement de droite ou d'extrême droite pourrait raccourcir la durée du délai légal de l'IVG, supprimer les subventions au Planning familial, interdire certaines méthodes abortives... Sans que cela soit anticonstitutionnel! Et en parlant de droite: le « nouveau » gouvernement Bayrou, à l'image du précédent, compte de très nombreux ministres qui ont voté contre la constitutionnalisation, et d'autres qui se sont abstenus!

Contre la casse du service public, redévelopper les lieux d'avortement

Aujourd'hui, l'accès à l'IVG est en réalité déjà fortement remis en cause par la destruction du service public de la santé. Il y a urgence à défendre le droit des femmes à disposer de leur corps, en défendant l'allongement du délai pour accéder à l'IVG. Il faut exiger et financer la réouverture des centres IVG qui ont fermé ces 20 dernières années. Renforcer la formation des médecins et sages-femmes pour qu'ils sachent faire cet acte et accompagnent sans jugement les personnes qui avortent. Il faut développer le maillage (sur tout le territoire) des lieux et professionnelles pratiquant l'avortement pour garantir l'accès en laissant aux femmes et personnes concernées le choix de leur méthode d'avortement.

50 ans après, nous devons toujours nous battre pour le droit à l'avortement, en France comme partout dans le monde. Pour que toutes les femmes et les personnes en demande d'avortement puissent le faire gratuitement là où elles le veulent, sans jugement, qu'elles aient le choix de la méthode peu importe où elles habitent.

Ju Chiro et Manon Boltansky

Avec le manque de personnels et les fermetures de lits, les hôpitaux et les urgences étaient déjà à la limite de la saturation. La grippe les met à terre. Les urgences deviennent un véritable goulet d'étranglement, coincées entre l'explosion des déserts médicaux et la montée des tarifs des consultations médicales d'un côté, et de l'autre la fermeture des lits dans les services. Personnels et usagers paient l'addition d'années de mépris pour le droit à la santé.

Urgences et austérité dans la santé, combien de morts évitables?

À Villeneuve-Saint-Georges, une jeune femme de 26 ans meurt dans la salle d'attente des urgences. Une enquête est ouverte. Ce drame survient deux jours après le décès inexplicable d'une autre patiente de 20 ans, qui attendait depuis de longues heures sur un brancard aux urgences de Longjumeau. Une nuit sur un brancard pour un patient de plus de 70 ans augmente de 40% le risque de mortalité hospitalière selon une étude Inserm, AP-HP, Université de Rouen! Une situation quotidienne aux urgences!

Madame Borne, notre ancienne Première ministre, avait expliqué que sans le vote du PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité Sociale), les cartes Vitale n'allaient plus marcher, les assurés ne seraient plus remboursés, les hôpitaux plus facturés. Rien de tout cela n'est arrivé. Non, ce qui fait bugger le système de santé, ce sont les 17 000 fermetures de lits depuis la crise Covid, malgré les promesses; c'est l'absence d'embauche et les 20 000 postes de praticienNEs hospitaliers vacants; c'est la tarification à l'activité; ce sont les 83 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales qui plombent

SANTÉ L'hôpital grippé par les politiques libérales

L'épidémie de grippe saisonnière, donc prévisible, met à mal les hôpitaux. Plus de 97 établissements ont dû déclencher des Plans blancs, reporter des interventions pourtant urgentes, rappeler des personnels déjà épuisés pour ouvrir des lits.



la Sécu. En clair, les années de politiques libérales.

Un budget d'austérité pour la santé qui doit être censuré!

Le budget de la Sécu de Barnier prévoyait 14 milliards d'euros d'économies, et un Ondam (Objectif de dépenses d'Assurance maladie) à seulement 2,8%, alors que même les directeurs d'hôpitaux réclamaient + 6%. La descente aux enfers allait s'accélérer. Le gouvernement Bayrou risque de suivre ces traces. La colère monte à voir le Parti socialiste essayer de négocier un accord avec le gouvernement: une promesse

de « suspendre » quelques mois — même pas d'abroger — la réforme des retraites, et le PS s'engage à ne pas censurer Bayrou, Vautrin, Neuder et leur budget d'attaque contre la Sécu et l'hôpital qui nous tue!

PersonnelEs et usagerEs: un mouvement unitaire et coordonné

À Villeneuve-Saint-Georges, en décembre, pour alerter contre le manque de personnels et de lits, les urgences s'étaient mises en grève. Elles avaient gagné des créations de postes d'infirmierE, d'aide-soignantE, d'agentE d'accueil, d'un coordinateurE pour le parcours aux urgences et la

fin des 48 heures de carence pour le remplacement en heures supplémentaires pour toutes les catégories professionnelles. La lutte avait payé. Mais c'est partout qu'il faudrait un mouvement unitaire, coordonné, intersyndical pour imposer des embauches et des lits.

Dans les suites de la tribune unitaire de Lucie Castets sur le budget de la santé, signée notamment par les responsables des quatre partis du NFP, de nouvelles initiatives unitaires sont prises pour des rassemblements devant les hôpitaux.

Ensemble, le Tour de France pour la santé, les jeunes de Victoires populaires, les collectifs inter-hôpitaux et inter-urgences, des syndicats et collectifs d'usagerEs, Attac préparent de premiers rassemblements devant les hôpitaux le 18 janvier, comme Nantes, Lyon, Lille, Versailles, Bichat soutenus par les politiques. En Bretagne, à Guingamp, le 1^{er} février aura lieu aussi un rassemblement unitaire. Des premiers pas pour construire un mouvement où « citoyenNEs, usagerEs du système de santé, soignantEs en souffrance, syndicats, associations et collectifs, mutuelles, partis politiques et éluEs se mobilisent pour assurer le droit à la santé, et un budget de la Sécurité sociale qui répare l'hôpital public et donne les moyens d'un accès aux soins de proximité, pour tous et toutes, sur tout le territoire ».

Frank Prouhet

ÉCOLOGIE Agri et voltaïsme: deux mots qui ne vont pas ensemble!

La Confédération paysanne est à l'origine d'une tribune intitulée « Photovoltaïque sur des terres naturelles, agricoles ou forestières: nous ne tomberons pas dans le panneau! » signée par plus de 350 structures en septembre 2023.

Parmi lesquelles des syndicats, des associations locales et régionales (LPO Occitanie et FNE Occitanie), et quelques députés (LFI et ÉELV). La même opposition est exprimée par des scientifiques et des politiques: des organisations engagées contre le changement climatique qui s'opposent à des centrales photovoltaïques, il y a de quoi surprendre.

Les terres consacrées à l'énergie

Partout en France, on voit « fleurir » quantité de projets d'installation de parcs solaires au sol, dans des zones agricoles ou milieux naturels ou forestiers. Pour faire passer la pilule, on a même inventé un nouveau mot: l'« agrivoltaïsme ». Les terres ne seraient plus uniquement utilisées pour la ressource alimentaire mais pour fabriquer de l'énergie, avec le soutien enthousiaste des agriculteurs qui verraient là de quoi résoudre tous leurs problèmes économiques.

En 2022, près de 200 installations photovoltaïques sur terrains agricoles existaient déjà en France, près de 1 000 projets seraient en gestation. L'inflation de ces projets est encouragée par le vote de la loi d'accélération des énergies renouvelables (AER) du 10 mars 2023.



Cette loi et ses décrets sont des modèles d'hypocrisie. Prétendant protéger l'activité agricole, elle entérine le fait d'utiliser les terres agricoles pour un autre usage que la production alimentaire. Si les ouvrages solaires au sol sont interdits sur les terres cultivables, ils seront uniquement permis sur des terres « réputées incultes », donc des milieux naturels riches en biodiversité ou « non exploitées depuis un certain temps », sans plus de précision!

Ne pas couper les arbres!

Dans les zones forestières, les installations solaires sont interdites « dès lors qu'elles nécessitent d'abattre des arbres », mais si on

a fait une coupe rase pour exploiter le bois, on pourra mettre les panneaux puisqu'il n'y aura plus nécessité de couper les arbres, ce sera déjà fait! Ils prévoient aussi que les installations de parcs solaires au sol jusqu'à 6 ha pourront, comme les projets justifiés par le besoin de faire de l'ombre baptisés « ombrières », s'affranchir des obligations d'enquête publique ou d'étude environnementale.

Diminuer notre consommation

Le photovoltaïque doit être installé uniquement sur les toits et les zones artificialisées. Toute installation au sol dans les zones agricoles, forestières et naturelles doit être interdite. Si ce choix n'a pas été fait, c'est uniquement pour le profit immédiat des entreprises de l'énergie.

Climat et biodiversité sont indissociables. Et surtout l'urgence absolue est de diminuer notre consommation énergétique. Si on ne raisonne pas en termes de sobriété, le photovoltaïque, comme les autres énergies renouvelables, continuera à s'ajouter aux énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon, nucléaire), comme c'est le cas aujourd'hui, sans jamais les remplacer.

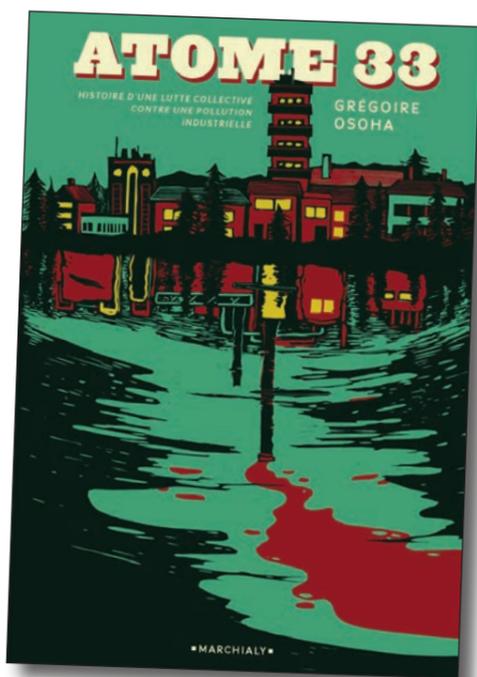
Commission nationale écologie

Culture

REPORTAGE **Atome 33. Histoire d'une lutte collective contre une pollution industrielle, de Grégoire Osoha**

Éditions Marchialy, 2025, 224 pages, 20 euros.

Atome 33, c'est l'histoire de Pierre, Mireille, Valérie, Nicole, de simples habitantEs, que rien ne destinait à cela, qui sont amenés à affronter une multinationale, Glencore. C'est que le taux d'arsenic détecté sur leurs enfants ou petits-enfants est très largement supérieur à la moyenne, très au-dessus des normes acceptables. Leurs enfants (et eux-mêmes, sans doute) sont donc susceptibles de développer, plus tard, des maladies graves. Quant au responsable, il est à leurs portes : la fonderie Horne, de l'autre côté de la rue, déverse depuis toujours ses effluents sur une ville que les mines de cuivre, puis elle-même, ont engendrée !



Collectif d'habitantEs

L'auteur suit alors de près les différentes étapes de la constitution des habitantEs en collectif, l'ARET (pour « Arrêt des rejets et émissions toxiques »), l'aide que leur apportent certains experts écologistes, les bâtons dans les roues que leur mettent les autorités de la santé publique et de l'État. Nous retrouvons là tous les ingrédients, très classiques, de la prise de conscience qui naît de la nécessité de se défendre, du dépassement de soi qu'engendre l'engagement, mais aussi de la mauvaise foi et du mensonge dont sont capables les gouvernants de façon générale, accentués par leur servilité face à une multinationale, au nom de l'emploi et de la prospérité économique du territoire. L'utilité sociale, la santé publique, sont manifestement bafouées par les institutions mêmes qui sont supposées les mettre en œuvre et les défendre : ce n'est pas une surprise, même si c'est toujours choquant !

Entreprise pédatrice

Le livre rend bien compte de tous les processus qui conduisent à la victoire partielle des habitantEs (partielle, car l'engagement pris par l'entreprise de réduire radicalement ses émissions les ramènerait à un niveau encore beaucoup plus élevé que la moyenne tolérée ailleurs), et des problématiques complexes liées à des entreprises qui font vivre un territoire tout en tuant à petit feu ses employéEs et les habitantEs. Plusieurs chapitres sont également le reflet de l'enquête menée par l'auteur pour dévoiler la constitution du groupe multinationale qu'affronte l'ARET, les méthodes et les pratiques de ces capitalistes qui, pour être sans foi ni loi n'en sont pas moins très ordinairement représentatifs de leur classe, dominante et pédatrice.

Claude Moro

ESSAI **Abolition. Féminisme. Tout de suite, d'Angela Y. Davis, Gina Dent, Erica R. Meiners et Beth E. Richie**

Éditions Daronnes, 2025, 364 pages, 25 euros.

Si tout est dans le titre, les autrices explicitent leur démarche dans l'introduction : « *La abolition nécessite de profonds changements dans notre manière de lutter contre l'oppression, et de travailler au monde que nous voulons. Pour nous, le féminisme offre une sorte de carte routière politique et idéologique pour guider ces efforts. Le sentiment d'urgence, ce "tout de suite", est décuplé par les récents soulèvements¹ dans tous les États-Unis, et par la longue histoire des luttes quotidiennes au sein des communautés noires, racisées, immigrées, queer et autochtones* ».

Un ancrage de terrain

Le propos des autrices consiste à mettre en évidence, à partir de leur expérience, de leur pratique universitaire, de leur travail de terrain, de leurs luttes, le fait que féminisme et abolitionnisme, loin de s'opposer, non seulement se complètent mais sont



indissociablement liés. Le « tout de suite » de la version française — qui ne traduit pas bien, me semble-t-il, la force du « Now » du titre original — indique qu'il ne s'agit pas d'attendre les jours meilleurs d'une improbable victoire abolitionniste pour dénoncer l'institution carcérale. Au contraire, il est indispensable de lier dès maintenant l'engagement contre la société capitaliste et la

critique féministe de la police et de la justice. Ainsi, selon les autrices, aucune ambition réformiste ne saurait apporter de solution à notre camp social et, pour l'affirmer, elles s'appuient sur l'expérience réelle des « communautés brown, noires, queer et pauvres » dans les prisons newyorkaises.

Une autre justice est possible

Selon les autrices, on ne doit rien attendre de la justice d'État (et bien sûr de la police), y compris en ce qui concerne les violences sexistes et sexuelles. Une alternative doit être construite dans les luttes des premières concernées et déboucher sur l'avènement d'une justice restaurative, seule cohérente avec une perspective d'émancipation sociale. Le propos est indéniablement très étatsunien, correspond à une structure carcérale et à une politique pénale très spécifiques,

mais les références internationalistes des autrices permettent d'élargir le propos, et la postface de la traduction française, rédigée par *l'Envolée*², resitue la pertinence du discours de ce côté de l'Atlantique.

Un ouvrage très utile à un moment où les politiques carcérale et pénale du gouvernement français sont aux mains d'un tout récent ministre de l'Intérieur, qui ne jure que par toujours plus d'enfermement !

Vincent Gibelin

1 – Paru en 2022 aux États-Unis, le livre suit de près la mort de Georges Floyd.

2 – <https://lenvolee.net/> Média indépendant qui couvre l'actualité des prisons en France et dans le monde

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux
▶ 27, rue Taine, Paris 12^e

la-breche.com

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

Liberté de la presse Pour une presse libre et des médias indépendants

À l'heure où les milliardaires de droite et d'extrême droite rachètent les titres pour en faire des supports à leur main, les médias indépendants ont plus que jamais besoin de soutien.

Cette année encore, le Fonds pour la presse libre (FPL)¹, créé en 2019, a lancé un appel aux dons qui a permis de récolter plus de 300 000 euros en 2024. L'objectif de ce fonds : « remettre le journalisme, donc la production d'informations fiables, honnêtes, plurielles au centre de la grande table démocratique ». Ainsi, via des appels à projets, des projets éditoriaux innovants

ont pu être soutenus. En quatre ans, le Fonds a débloqué 700 000 euros d'aides pour 37 médias indépendants. En 2024, il s'est illustré aussi pour faire connaître « les 59 propositions pour libérer l'info » et en lançant le « front commun des médias contre l'extrême droite » en juin 2024. *L'Anticapitaliste* salue l'existence de ce fonds qui contribue à la résistance intellectuelle et politique face à la post-vérité, au racisme et aux idées réactionnaires.

En ce début d'année, le FPL appelle à un grand rassemblement pour soutenir la journaliste Ariane Lavrilleux, qui a publié dans *Disclose* une enquête d'intérêt public



sur une coopération militaire secrète de la France en Égypte, le vendredi 17 janvier à 9 heures au tribunal de Paris (75017). Plus que jamais, soutien aux médias indépendants !

1 – <https://fondspresselibre.org/>

Vie du NPA l'Anticapitaliste

SOUSCRIPTION

450 000 euros, merci! Le combat continue...

Avec un résultat qui frôle les 450 000 euros, notre souscription « un local pour le NPA » lancée cet automne est la plus réussie de toute l'histoire du NPA. Merci à toutes et tous pour votre soutien, quel qu'en soit le montant.



<https://don.npa-lanticapitaliste.org/>

Être utile

Voilà pourquoi nous nous adressons à celles et ceux qui n'ont pas encore donné. Le NPA-l'Anticapitaliste, quant à lui, sera sur tous les fronts en 2025. À notre modeste échelle, nous lutterons contre ce gouvernement réactionnaire et illégitime qui pave le chemin au RN, nous soutiendrons toutes les grèves, nous nous battons pour le droit fondamental des peuples à disposer d'eux-mêmes, se mobiliser et se défendre, que ce soit en Ukraine, en Palestine ou dans les colonies françaises, nous défendrons les droits des femmes et des LGBT, nous soutiendrons les luttes écologistes. Hasta la victoria !

Commission souscription

BRÉSIL « Le gouvernement a célébré l'accord Mercosur-Union européenne »

Entretien. *Bientôt deux ans après le retour de Lula au pouvoir, Israel Dutra, membre de la direction du MES (Movimento Esquerda Socialista) et du PSOL (Partido Socialismo e Liberdade) du Brésil, dresse pour nous un tableau de la situation sociale et politique.*

Peux-tu établir un bilan des dernières élections municipales au Brésil fin 2024, et en particulier des résultats de la gauche ?

Le résultat des élections municipales d'octobre a renforcé la formation des forces dites du « centrão » qui en réalité n'est pas un courant de centre, mais un secteur de droite qui s'allie tantôt avec le gouvernement, tantôt avec l'opposition plus conservatrice...

Quatre éléments principaux peuvent être mis en évidence :

- Une forte tendance à réélire les maires en place, en raison des manipulations de fonds publics, fonds électoraux, investissements publics et autres avantages concentrés dans les mains de ceux qui sont déjà au gouvernement municipal ;
- Une grande apathie du mouvement de masse, accrue par l'abstention et le nombre de votes blancs et nuls ; il n'y a pas eu de grands événements ou de rassemblements de masse au cours de la période électorale. Le poids du financement public (un fonds d'un milliard de dollars pour tous les partis) a également provoqué une distorsion entre le grand nombre de personnes payées par les grands partis pour faire la campagne et la majorité militante des autres, réduisant l'espace pour le travail bénévole et l'action spontanée ;
- Au sein de la droite et de l'extrême droite, le résultat a été plus contradictoire. Alors que l'extrême droite a gagné des positions, avec des postes de maires et de conseillers municipaux, Bolsonaro a été davantage remis en question en tant que leader, alors que de nouveaux secteurs de droite ont émergé régionalement. Le renforcement des partis liés au « centrão », tels que le MDB (Movimento democrático brasileiro) et le PSD (Partido social democrático), témoigne de cette tendance ;
- La gauche en général et particulièrement le PT (Partido dos trabalhadores) et le PSOL lorsqu'il était allié au PT a été affaiblie comme cela a été le cas à Sao Paulo et à Belem (où le PSOL a perdu la mairie).

Malgré tout, le PSOL garde un poids significatif, remportant d'importantes victoires électorales, conservant et même augmentant son nombre de conseillers dans les principales capitales. L'élection de Porto Alegre — où le PSOL a remporté un siège, même si le candidat du PT a perdu au second tour — est un exemple.

Qu'en est-il de la campagne visant à envoyer Bolsonaro en prison après la publication du rapport de la police fédérale sur la tentative de coup d'État du 8 janvier 2023 ? Après les élections, la situation nationale a connu des

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org



changements majeurs. Outre l'entrée en scène des jeunes secteurs du prolétariat (dont nous parlerons plus loin), Bolsonaro et ses pairs ont vu leur situation se compliquer fortement avec la révélation de plans de coup d'État incluant l'assassinat de Lula, du vice-président Alckmin et du ministre de la Cour suprême, Alexandre de Moraes. La violence et l'improvisation de ces plans, qui ont été révélés par la police fédérale, accusant 37 personnes, dont Bolsonaro, ont suscité une grande indignation au sein de la population. Malheureusement, il n'y a pas eu de grandes mobilisations pour cette campagne. Nous avons plaidé pour l'arrestation immédiate de Bolsonaro et de tous les auteurs du coup d'État, ce qui inclut des dirigeants politiques, des militants et même des chefs d'entreprise.

Quelles sont les grandes luttes du moment ? Vous pouvez notamment parler de la « VAT », la grève de Pepsico et la lutte contre le « 6 x 1 » ?

Les « bonnes nouvelles » viennent des lieux de travail. Un mouvement s'est formé contre le régime 6 x 1 (6 jours travaillés, 1 jour de repos) — qui est le temps de travail actuel dans la plupart des cas — exigeant une réduction de la semaine de travail. Ce mouvement a été organisé et centralisé par un mouvement national appelé « VAT » (Vida Além do Trabalho, « La vie au-delà du travail ») dont le principal dirigeant est Rick Azevedo, le conseiller PSOL le mieux élu à Rio de Janeiro. Un rassemblement national a été organisé le 15 novembre et a réuni des milliers de personnes, en particulier des jeunes, dans les rues afin de faire pression pour que le projet de loi sur la réduction du temps de travail soit adopté par le Parlement. La pétition en ligne a recueilli plus de 3 millions de signatures.

Parallèlement, les salariéEs de la multinationale Pepsico (Pepsicola) ont mené une grève de grande ampleur pendant neuf jours,

Les salariéEs de la multinationale Pepsico ont mené une grève de neuf jours contre le régime 6 x 1

donnant ainsi un retentissement national à la lutte contre le régime 6 x 1. Cette grève a été exemplaire, car bien qu'elle n'ait pas obtenu de résultats significatifs — seulement des victoires sur une partie des revendications initiales — elle a mis à l'ordre du jour la lutte pour la réduction de la journée de travail.

Qu'en est-il des autres mouvements sociaux, des sans-terre, des sans-abri ?

Nous sommes dans une période de grand reflux des mouvements sociaux, avec de nombreux secteurs sur la défensive. Il y a de grandes revendications, motivées par les inégalités dans le pays. Le MST (Mouvement des Sans-Terre) a adopté un ton plus critique à l'égard des mesures gouvernementales, tant en ce qui concerne la réforme agraire que les questions environnementales. C'est justifié, car on a de plus en plus l'impression que les choix du gouvernement fédéral en matière d'agenda économique sont une continuation de l'ajustement [du FMI], comme le paquet que le ministère des Finances veut approuver, qui comprend des coupes budgétaires dans plusieurs domaines sociaux. C'est absurde et nous faisons campagne contre ces coupes.

D'autre part, le mouvement environnemental commence à organiser sa mobilisation pour une année décisive, puisqu'en 2025 nous aurons la COP30 au Brésil, au cœur de l'Amazonie. Et les mouvements sociaux organiseront un vaste programme parallèle de mobilisation et de débats.

Quelles sont les mesures d'austérité budgétaire du ministre Haddad ? Qui s'y oppose et propose de les combattre ?

La proposition du ministre des Finances, Haddad, est accueillie avec euphorie par la fédération des banquiers (Febraban). Elle consiste à suivre le prétendu « plafond de

Nous sommes dans une période de grand reflux des mouvements sociaux

dépenses », qui a été configuré par le prétendu « nouveau cadre fiscal », qui n'est rien d'autre qu'un modèle qui évite les dépenses publiques afin de continuer à payer les titres de la dette.

Le résultat concret est de réduire les prestations pour les plus pauvres (les personnes ayant besoin d'une assistance sociale) et de geler les salaires des fonctionnaires, ainsi que de réduire la croissance du salaire minimum pendant quelques années.

Il y a quatre semaines, nous avons lancé, avec des dirigeantEs politiques, des intellectuelLEs et des leaders sociaux, un manifeste contre ce train de mesures, qui n'a cessé de gagner en force et en soutien. Pour sortir de la crise budgétaire, il faudrait taxer les plus riches, lutter contre les privilèges, s'attaquer aux profits abusifs des banques et rouvrir le débat sur la dette publique.

Quelles sont les réactions à propos de l'accord Mercosur-Union européenne ?

Le Brésil a un poids fondamental dans une série d'accords politiques internationaux ayant un impact géopolitique. La position de Lula, par exemple sur la Palestine, dénonçant ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie comme un génocide, était correcte et importante. Récemment, nous avons eu des réunions comme celle du G20 au Brésil. L'année prochaine, la COP30 se tiendra en Amazonie. C'est dans ce cadre que l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur a été annoncé, sous les vives protestations de pays comme la France.

Le gouvernement a célébré l'accord Mercosur-Union européenne comme une victoire, mais les mouvements sociaux émettent de fortes réserves. En particulier au sein du MST et de la Via Campesina, selon leurs dirigeants cela conduirait à une recolonisation européenne des pays du Mercosur. Il en résulterait un renforcement du modèle historique, oppressif et prédateur de la monoculture agro-exportatrice. Il s'agirait d'une étape dans la « reprimarisation » fondée sur quatre secteurs économiques majeurs : les produits agricoles, les minéraux, le bétail et la cellulose. La question des droits de douane par rapport aux secteurs industriels nationaux suscite des inquiétudes.

Propos recueillis par la Commission Amérique latine

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)

[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitalis1](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.linkedin.com/company/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°162 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine

